

Les États européens sont responsables des naufrages meurtriers en Méditerranée

En Europe, les États et les médias commémorent, au nom de la démocratie, la fin de la 2^e Guerre mondiale. Outre les jeunes travailleurs sous l'uniforme morts par millions, la population civile en avait payé le prix : bombardements, déplacements et migrations forcés, viols, détention en camps...

La barbarie n'a pas disparu avec la chute du régime nazi. En avril 2015, il y a 38 millions de personnes déplacées dans leur propre pays. Il y a plus de 14 millions de réfugiés, ayant quitté leur pays pour des raisons de guerre ou de persécution. En 20 ans, 30 000 personnes sont mortes dans la mer Méditerranée en tentant de rejoindre les côtes européennes. Le 23 avril, 800 personnes sont mortes d'un seul naufrage. 600 000 personnes sont emprisonnées, sans avoir commis le moindre délit, dans des « camps de rétention pour migrants ». Le programme du FN, l'apartheid voire l'assassinat des Arabes et des Noirs, s'applique déjà en Méditerranée et en Europe.

La responsabilité n'est pas tant celle des crapules capitalistes qui gèrent le trafic clandestin que celle des respectables bourgeoisies européennes qui ferment les frontières de leur État. Chacune établit ses règles : par exemple, l'État français s'est engagé à accueillir 500 réfugiés syriens, alors que la Jordanie en accueille 620 000, le Liban 1,15 million, la Turquie 1,7 million. Quand les bourgeoisies démocratiques européennes collaborent, elles ne le font pas pour secourir les réfugiés, mais pour les refouler à travers le dispositif Frontex. Les autres grandes puissances (États-Unis, Chine, Japon, Russie...) restreignent aussi l'accès de leur territoire aux pauvres.

Le système impérialiste mondial, c'est-à-dire les groupes capitalistes mondiaux et les États qui servent les intérêts des capitalistes de leur pays (États-Unis, Chine, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Russie...), maintient la plus grande partie du monde dans la misère.

Les États impérialistes, non seulement testent leurs moyens de destruction sur les populations (Irak, Libye, Syrie, Ukraine, Mali...), mais en vendent à tous les États bourgeois, jusqu'aux plus despotiques et islamistes, comme l'illustre le voyage de Hollande à Ryad les 4 et 5 mai. Parfois, ces États imposent des blocus (hier à l'Irak, aujourd'hui à l'Iran) au détriment des populations. Les États impérialistes interviennent militairement dans les pays dominés.

Enfin, les bandes islamo-fascistes encouragées au départ par les États-Unis, Israël, la Turquie et les monarchies du Golfe se retournent contre leurs maîtres et s'en prennent au mouvement ouvrier, aux femmes, aux minorités religieuses et nationales...

Depuis son apparition, l'espèce humaine s'est toujours déplacée. Tous nos ancêtres viennent d'Afrique de l'est. Le pays le plus avancé du monde par l'économie, la science et la technique, les États-Unis, est issu de multiples migrations, récentes à l'échelle historique.

Mais le capitalisme décadent est incapable de surmonter l'obstacle au progrès que constituent les frontières nationales, singulièrement en Europe, et la majorité de chaque bourgeoisie nationale choisit aujourd'hui de diviser les travailleurs par la nationalité. Autant le capita-

lisme défend la liberté de circuler pour ses capitaux et ses marchandises, autant il interdit à la majorité de l'humanité de franchir les frontières des pays dominants et de jouir de l'égalité juridique.

Seule la classe ouvrière est aujourd'hui progressiste. Seule elle peut rompre avec le capitalisme en déclin, seule elle peut assurer le développement des pays dominés, satisfaire tous les besoins de base par la collectivisation des moyens de production et la planification par les producteurs, ménager l'environnement de l'espèce humaine.

Il faut, pour mener à bien l'expropriation de la minorité capitaliste qui conduit de nouveau le monde à la barbarie, construire l'internationale ouvrière et

un nouveau parti révolutionnaire dans chaque pays.

En effet, la tâche d'unir la classe ouvrière et de relever le drapeau de la solidarité internationale est rendue plus difficile par la capitulation des organisations actuelles des travailleurs (syndicats et partis) devant leur propre bourgeoisie. Ainsi, s'il se prononce pour l'ouverture des frontières, le NPA ne dit mot de la révolution sociale qui est nécessaire pour y parvenir. Pire, le PCF (communiqué du 23 avril), le PdG (communiqué du 19 avril) et LO (éditorial de *Lutte ouvrière*, 22 avril) refusent de se prononcer pour l'ouverture des frontières. Le PS touche le fond en préconisant le renforcement de Frontex (communiqué du 15 avril).

Or, le devoir du mouvement ouvrier français, en particulier des syndicats de salariés et d'étudiants, est de se prononcer pour : Aucun bombardement de la Libye ! Arrêt des bombardements impérialistes de la Syrie et de l'Irak !

Liberté pour les travailleurs et les étudiants de tous les pays de voyager, de travailler et d'étudier dans tous les pays ! Abrogation de toutes les lois racistes françaises ! Mêmes droits pour tous les travailleuses et travailleurs !

Dissolution de Frontex ! Fermeture des camps de rétention ! Libération de tous les prisonniers sans crime et sans délit !

